

# RÉSISTANCE SOCIALE

## La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



### EDITO

Ainsi, il aura fallu près de 60 jours à Macron pour nommer un Premier ministre. Faisant fi des résultats des législatives, celui qui se voulait Jupiter a choisi le plus compatible avec Le Pen et le Rassemblement national. C'est une insulte non seulement à la gauche mais aussi à tous les électeurs qui se sont massivement rassemblés dans le Front républicain pour faire barrage à l'extrême-droite. Au-delà du prétexte que Lucie Castets, la candidate du Nouveau Front Populaire, risquait d'être censurée dès son discours de politique générale, ce choix illustre la volonté du Président de faire barrage à la gauche. Pourtant, Lucie Castets a su en quelques semaines apparaître comme une candidate crédible à la fonction de Premier ministre. Après le 1<sup>er</sup> ministre le plus jeune de la cinquième République, nous avons donc droit au plus âgé. Gaulliste social nous chante la presse aux ordres des milliardaires. Mais qu'y a-t-il de social dans le parcours politique de celui qui, en 1981, a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité ? On cherche en vain une mesure de justice sociale prise par cet ancien commissaire européen, plusieurs fois ministre sous les présidents de droite. Certes, il n'est pas facile de décrypter ce qu'a voulu le peuple en donnant une Assemblée nationale morcelée en trois blocs antagonistes. Néanmoins, ce n'est certainement pas ni la continuation du macronisme ni un virage à droite toute sur le plan social. Le peuple n'a pas abandonné son souhait de voir abrogée la réforme des retraites

### SOMMAIRE

**p. 1 et 2 : L'édito / p. 2 : International : Allemagne – Turquie - Etats-Unis / p. 3 à 6 : Place au débat : Après les déroutes électorales, mettre leur austérité en déroute / p. 6 : Les bras m'en tombent / p. 7 : Actualité sociale : Duralex – Valéo – Poulain / Avez-vous remarqué ? / p. 8 : Coup de gueule : Que reste-t-il de notre République ?**

ni son désir d'une augmentation des salaires – et pas seulement du SMIC – ou d'un effort important en faveur des services publics, à commencer par l'éducation et la santé. Il ne faut évidemment pas s'attendre à ce que ces souhaits soient exaucés avec un premier ministre dont la survie dépendra plus que jamais du Rassemblement national.

Il ne faudrait cependant pas croire que la nomination de Barnier lui ouvre un boulevard, d'autant qu'on constate ses difficultés à constituer son gouvernement. Fort de ses presque 200 députés, le Nouveau Front Populaire sera sans aucun doute capable de rendre difficile l'adoption de certaines mesures. Pour en imposer d'autres, plus que jamais la gauche politique doit chercher des convergences avec le monde syndical et associatif car une Assemblée nationale sans majorité nette sera sans doute plus réceptive que la précédente face à la colère populaire. Il est en effet probable qu'une nouvelle dissolution se solderait par l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national. Même si a contrario l'alliance de fait Macron/Le Pen pourrait ouvrir les yeux des électeurs sur ce qu'est vraiment le parti de Jordan Bardella. Pour sa part, Résistance Sociale n'entend pas baisser les bras et continuera d'agir avec d'autres pour que renaissent « les Jours heureux ».

Pierre KERDRAON

## INTERNATIONAL

### Et pendant ce temps, dans l'indifférence générale, l'Allemagne redevient nazie...

Par Fabien NONY



J'exagère, évidemment, c'était pour capter votre attention.

Des élections se tenaient donc le 1<sup>er</sup> septembre dans deux länders allemands de l'ex-RDA.

C'est une déroute historique pour les partis (SPD, Grünen, FDP) de la coalition au pouvoir au niveau fédéral. Raclée également pour Die Linke, l'équivalent allemand de la France Insoumise, le despotisme mélenchonien en moins. La CDU surnage sans gloire, restant à des niveaux historiquement plutôt faibles.

Les seuls véritables vainqueurs sont l'AfD, parti d'extrême-droite très radicale que même Le Pen juge infréquentable, à plus de 30%, et le tout jeune parti de Sarah WAGENKNECHT (scission du parti de gauche), décrit comme "gauche conservatrice" dans un article du Diplo du mois, qui, pour sa première participation, fait des scores à 2 chiffres.

Principal point commun des deux ? Ils se démarquent franchement de la surenchère dans la guerre en Ukraine à laquelle souscrivent tous les autres partis. Dans ces territoires qu'on nous dit de tradition plutôt pacifiste, visiblement, cela plaît. Même s'il ne s'agissait pas d'élections fédérales, ce résultat infléchira-t-il la ligne de Berlin sur le sujet ? Affaire à suivre.

En attendant, même si le système politique allemand diffère grandement du nôtre, les partis de gauche français gagneraient à méditer l'effondrement de leurs homologues d'outre-Rhin, pratiquement rayés de la carte hors des grandes villes...



### Turquie : Atatürk bouté hors des manuels scolaires : que dire ?

Par Kamel BENCHEIKH

*Prévu pour la rentrée, le nouveau programme fait la part belle à l'enseignement de la religion et élague des passages de l'histoire liés au fondateur de la République turque, Atatürk., Syndicats et parents d'élèves y voient une tentative de matraquage idéologique de la part du pouvoir islamo-nationaliste.*

La Turquie, c'est Atatürk.

Sans lui, ce pays n'existerait même pas, par la grâce de la signature de la capitulation signée à Moudros et surtout, du traité de Sèvres qui a dépecé totalement le territoire de l'ancienne puissance ottomane entre les Anglais, les Français et les Grecs.

C'est Atatürk, qui, en signant le traité de Lausanne le 24 juillet 1923 fait annuler le traité de Sèvres. Le traité de Lausanne est le dernier traité résultant de la Première Guerre mondiale. Il précise les frontières de la Turquie issue de l'Empire ottoman.

Il instaure l'égalité femmes/hommes, fait que la langue turque s'écrive en caractères latins, met en place une laïcité exigeante, interdit la répudiation et le mariage religieux, établit l'égalité dans l'héritage et donne un nom de famille à chacun.

Et voilà que le nouveau sultan ottoman revient sur ce qui a fondé la Turquie moderne.

### États-Unis :



**Percée historique du grand syndicat automobile américain UAW dans le sud :** Les salariés d'une usine Volkswagen du Tennessee ont décidé par vote de se syndiquer. C'est une première dans l'un de ces Etats méridionaux où les

constructeurs non américains se sont installés en nombre. Des sites de Mercedes, Toyota et Hyundai envisagent de faire de même.

**De Boeing à Detroit Three, les syndicats américains se musclent :** Le constructeur d'avions américain Boeing a évité une grève en concluant un accord de principe avec un syndicat représentant plus de 32 000 travailleurs dans le nord-ouest des États-Unis, le dernier d'une série de négociations sociales qui ont apporté des augmentations de salaire à deux chiffres malgré un marché de l'emploi tendu et une inflation tenace.

## PLACE AU DÉBAT



### APRÈS LES DÉROUTES ÉLECTORALES METTRE LEUR AUSTÉRITÉ EN DÉROUTE !

Par Jean-Claude CHAILLEY

Il a fallu presque 2 mois à Macron pour désigner un Premier ministre. La crise n'est pas réglée pour autant. Michel Barnier n'a pas de majorité absolue. Au moment où cet article est écrit il tente de constituer un gouvernement très à droite, si possible en y ajoutant des transfuges dits « de gauche » pour mieux faire passer la pilule.

**Bien que minoritaires Macron et Barnier veulent imposer une austérité décuplée.**

➤ **C'est socialement inacceptable alors que les dividendes viennent encore de battre un record.**

➤ **Ce serait aussi une erreur fatale.** La manipulation permanente des chiffres à la télé (et je pèse mes mots) sert à masquer le fait que la production de la France, son PIB, son commerce extérieur s'effondrent. Par exemple, la France est maintenant 11<sup>ème</sup> en PIB par habitant de l'Union européenne. L'austérité décuplée qu'ils veulent imposer entraînerait de nouveaux reculs majeurs.

**Il faut changer de politique. Après les déroutes électorales, le mouvement social doit METTRE L'AUSTÉRITÉ EN DÉROUTE.**

#### La Vème République antidémocratique.

On entend beaucoup de commentaires, compréhensibles, mais juridiquement inexacts. Macron n'a pas violé la Constitution. **Il profite d'une Constitution qui est antidémocratique** : Macron a subi une déroute, mais il garde ses prérogatives dans le cadre d'une crise de régime.

#### Le principe de la Vème République

Il s'est agi pour De Gaulle de « **mettre fin au régime des partis** ».

Depuis 1962 on élit le Président au suffrage universel ce qui lui donne la légitimité.

**La logique de la Vème République** c'est la cohérence entre le Président, un Premier ministre « collaborateur » (Sarkozy parlant de Fillon) exécutant la politique du Président, une Assemblée nationale de « godillots » majoritaires.

#### Le renforcement du caractère présidentiel par l'élection législative dans la foulée de la présidentielle.

La politique du Président et de sa majorité peut être battue lors d'élections législatives. L'opposition peut devenir majoritaire, c'est la **cohabitation**. Il y en a eu avec Mitterrand, avec Chirac... La cohabitation c'est **2 légitimités** issues des urnes contrairement aux régimes parlementaires, sachant que même en cohabitation, le Président(e) garde de larges pouvoirs.

Pour éviter la cohabitation Chirac, Président et Jospin, 1<sup>er</sup> ministre, ont révisé la Constitution : désormais les législatives ont lieu dans la foulée de la présidentielle, ce qui en principe assure la même majorité.

*(Il y a aussi une « légitimité » issue du viol du referendum de 2005 : l'Union européenne a une énorme influence bien qu'on fasse semblant qu'elle n'existe pas. Et il y a aussi l'effet majeur de la politique de la BCE).*

#### La crise actuelle.

**Elle trouve sa source dans le profond rejet de Macron et de sa politique, de celle de l'Union européenne et de la BCE.** Ce n'est pas un hasard si l'extrême droite monte partout en Europe :

- **Très faible au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, Macron est l'élu du Front républicain contre Le Pen.**

- De nouveau échec de Macron lors de la **législative de 2022** : les macronistes n'ont pas la majorité absolue. D'où une crise permanente pour faire voter les textes.
- **Puis nouvelle défaite sévère de Macron aux européennes.**
- En outre, Macron ne peut se représenter en 2027. Les multiples successeurs potentiels sont à la manœuvre.

### La dissolution

**Macron a besoin de faire voter des coupes budgétaires à un niveau inédit : le CAE (Conseil d'Analyse Economique) demande 110 milliards de coupes en quelques années pour être dans les clous des engagements européens !!!**

Macron tente un coup de poker : la gauche s'est divisée, insultée, avant et lors des européennes. La NUPES a explosé. **C'est le moment de tenter une majorité Front républicain : macronistes, des LR, tout ou partie du PS, d'Europe écologie**, sur le modèle allemand ou de la Commission européenne.

**Jupiter n'avait pas prévu qu'en 4 jours la gauche crée le Nouveau Front Populaire, le NFP, qui arrive 2<sup>ème</sup> derrière le RN au 1<sup>er</sup> tour.** Les macronistes subissent une nouvelle déroute, tout comme LR, affaibli en outre par le départ de Ciotti au RN.

Au 2<sup>ème</sup> tour, nouveau Front républicain, on se désiste pour des Darmanin et autres ; le **NFP devient le 1<sup>er</sup> groupe, mais très loin de la majorité absolue.**

- **Dans la Vème République, bien que battu, c'est toujours à Macron de nommer le 1<sup>er</sup> ministre.**

- **L'argument du NFP de choisir dans le groupe arrivé en tête comme dans les autres démocraties est un argument politique, de mobilisation, qui correspond au souhait de nombreux travailleurs, mais n'a aucun fondement juridique dans la Vème République.** On ne voit pas quel recours juridique pourrait être opposé à la nomination de Michel Barnier, membre de l'hyper minoritaire LR.

- **Dans une autre démocratie, c'est Macron qui serait parti. La crise institutionnelle repose le problème d'une VIème République.**

- 

### La fausse capacité de censure du RN.

L'arithmétique montre que pour censurer le gouvernement il faut cumuler la quasi-totalité des députés NFP et RN. Le RN seul ne peut faire tomber le gouvernement, ni le NFP.

**Pour faire voter des lois Barnier a besoin soit du RN, soit d'une partie du NFP. Le Pen peut donc faire pression sur Barnier, menacer de voter une motion de censure NFP en cas de 49-3, mais ne peut pas faire tomber le gouvernement si le NFP ne le veut pas.**

## POUR UN GOUVERNEMENT PROGRESSISTE

La difficulté de la situation, c'est que l'ensemble de la gauche + CGT, FSU, ...+ la quasi-totalité du mouvement associatif, **ça fait 28 % au 1<sup>er</sup> tour, moins que le RN.** Certes, on échappe à Le Pen, ouf, mais on a vu mieux comme victoire électorale. Il y a aussi beaucoup d'abstentions des quartiers populaires : beaucoup ne croient plus aux « politiques » pour résoudre leurs problèmes... (et certains se disent à tort qu'avec le RN peut-être...).

- ▶ On a échappé au pire, au RN, qui pouvait peut-être passer de 33 à 50 %. Mais il reste menaçant.

- ▶ A gauche, **une réflexion de fond est incontournable : 28 % en démocratie, sans alliance possible car il n'y a pas de partis proches, c'est loin de la majorité.**

**NFP : peut-on gouverner avec 32 % des députés ?**

**Le NFP est le 1<sup>er</sup> groupe à l'Assemblée nationale. Néanmoins, c'est moins de 1/3 des députés.**

- **Les 2/3 sont hostiles à toute revendication.** Ils ont déclaré que s'il y avait la FI, voire EE, dans le gouvernement, il tomberait immédiatement sur une motion de censure. **A 31 % des députés.es, on peut le déplorer, mais c'est crédible.**

- **A supposer que le NFP ne tombe pas sur une motion de censure, il s'agirait de trouver des « majorités, des compromis, texte par texte ».**

○ **Ce serait possible d'abroger la réforme des retraites si le RN tenait sa promesse de voter une proposition de loi d'abrogation du NFP.** Mais le RN vient de déclarer qu'il déposerait sa propre PPL (proposition de loi parlementaire) alors que jusqu'à présent le NFP a dit qu'il ne voterait jamais une PPL du RN.

**Si le RN cherchait un prétexte pour se renier sans que ça se voie trop, il ne ferait pas autrement !** (Ce ne serait pas la 1<sup>ère</sup> fois que le RN abandonne sa démagogie pour ne pas déplaire au MEDEF, c'est son habitude. En Italie, Meloni veut la retraite à 70 ans).

○ **On ne voit pas les macronistes, Wauquiez, le Pen, voter le SMIC à 2020 € brut, 1600 € net, ni la ré-indexation des salaires sur les prix, ni des mesures contre les super riches.**

**(Par contre, ils sont tous d'accord pour de nouvelles exonérations massives de cotisations « patronales » sous affichage d'augmentation des salaires. Grand danger pour la Sécu !).**

○ **On ne voit pas ATTAL, président des députés macronistes, revenir sur ses réformes de l'éducation contre lesquelles les syndicats enseignants se mobilisent.**

○ **Ni voter un PLFSS et un PLF qui satisfasse les besoins puisqu'ils veulent tous des coupes budgétaires massives.**

○ **On ne voit pas bien à quoi correspondrait un gouvernement Castets « de Front républicain » dont Marine Tondelier parle souvent sans préciser.**

**Sans la mobilisation populaire, rien de possible.**

**Au Parlement, même en ayant confié Matignon à Lucie Castets, ce serait plié sauf mobilisations de très grande ampleur. Ce fut d'ailleurs le cas du Front populaire de 1936, poussé en avant par la grève générale de juin 1936.**

## **LA MISSION BARNIER : 110 milliards d'AUSTÉRITÉ !**

Ce n'est pas un hasard de confier notamment les budgets PLF et PLFSS à l'ancien commissaire européen Barnier. Il s'agit de faire dans les 110 milliards d'économies en quelques années. **DU JAMAIS VU DEPUIS LA DERNIÈRE GUERRE MONDIALE.**

Des responsables MEDEF ou entrepreneurs se répandent sur les bienfaits de la « tronçonneuse » de Milei en Argentine, déplorent qu'on n'ait pas encore fait en France ce que la troïka a imposé en Grèce.

**Dès 2025 ils parlent de coupes de 20, 25, 30, milliards, puis en rajouter autant en 2026...** C'est les potions du FMI en Afrique avec les résultats qu'on a vus. Près de 10 ans après l'austérité imposée à la Grèce, la dette est encore de 160 % du PIB en 2023.

### **Pourtant il est facile de faire autrement :**

Les 110 milliards c'est 41 milliards du Pacte de responsabilité d'Hollande + 62 à 70 milliards de Macron. Il y a 230 milliards d'aides aux entreprises par an.

**Nul besoin d'austérité : il suffit de revenir sur une partie des mesures absurdes qu'ils ont prises au profit des ultra-riches. Ces mesures ont des résultats : un désastre, des déficits, la dette, la France 11<sup>ème</sup> en PIB / habitant de l'Union européenne, la désindustrialisation, les déserts médicaux, les fermetures de services publics...**

**Au lieu d'aggraver la politique menée il faut en changer.**

## QUELLE STRATÉGIE POUR LE MOUVEMENT SOCIAL ?

**Les revendications, dont nombre se retrouvaient dans le programme du NFP, sont majoritaires** : SMIC à 2020 euros brut, 1600 € net, ré-indexation des salaires sur les prix, égalité femmes – hommes, reconquête des services publics et de la Sécurité sociale, transition écologique...

Il y a 2 problèmes à résoudre :

- **Il faut un gouvernement en phase avec les revendications majoritaires. Reconquérir le vote populaire, bien au-delà des 30 %, aller vers une République sociale.**

**Eviter la division qui fit éclater le Front de gauche puis la NUPES. Aller au fond des débats lorsqu'il y en a** (en 4 jours les négociateurs du NFP n'ont pu tout régler, il n'y a pas accord sur tout) ...

- **Pour les organisations syndicales, réfléchir à la stratégie pour obtenir des résultats sur les revendications, pas seulement au niveau des entreprises ou établissements – il y a nombre de victoires -, mais aussi sur la capacité à bloquer l'austérité, à gagner sur les revendications nationales structurantes.**

- ▶ **Les salaires, les retraites, le PLF et PLFSS à voter avant la fin de l'année, sont des enjeux fondamentaux pour la population.**

- ▶ **Il faut mettre en déroute l'austérité qu'on nous promet, obtenir des avancées. C'est déterminant sur le champ social et par ses conséquences dans le champ politique** : Le Pen, représentante du capital, des Bolloré et autres, est en embuscade comme prétendue « seule alternative pour ceux qui se lèvent tôt ».

- ▶ **L'alternative à la politique de Macron – Barnier, la seule véritable, c'est au mouvement social de la réussir.**

**MACRON - BARNIER c'est la SUPER AUSTÉRITÉ. IL FAUT ACCROITRE LE RAPPORT DE FORCE POUR LES BATTRE dans les prochaines semaines, GAGNER DES PROGRÉS.**

## LES BRAS M'EN TOMBENT

**Riches et pauvres...** A propos de la nécessité de « faire des économies », voici une info « Eurostat » : En France, la pauvreté a augmenté de 17% en 6 ans et les riches ont vu leur fortune multipliée par 10.

**Privatisation de La Poste** : La Poste offre 724 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires. Ça rapporte de détruire les services publics, de fermer des bureaux, de supprimer des tournées de facteurs, etc. !

**Les grandes banques européennes passent le cap des 100 milliards de profits.** La hausse des taux a encore dopé les résultats des 20 plus gros établissements français qui ont enregistré des bénéfiques records : ainsi les 5 plus grosses banques françaises ont gagné, à elles seules, plus de 27 milliards d'euros.

**La loi Falloux contournée ?** La Région Ile de France et le département de Seine-et-Marne ont décidé de subventionner à hauteur de plus de 3,6 millions d'euros la construction d'une église et d'un collège d'enseignement privé sous contrat à Serris en Seine-et-Marne. Outre que cet argent aurait été mieux employé au profit de l'école publique, cette double subvention contrevient aux dispositions de la loi Falloux (pourtant très avantageuse pour l'école privée) qui limite à 10% des dépenses annuelles d'un établissement privé pouvant être accordé par les collectivités. Ce projet a été combattu au tribunal le 16 septembre par les élus de gauche au conseil départemental. Décision du juge attendue le 23 septembre.

## ACTUALITE SOCIALE

Par Marinette BACHE

**Tout le monde connaît les célèbres verres Duralex.** Les employés de Duralex ont vu leur combat trouver une belle issue lorsque, le 26 juillet dernier, le tribunal de commerce d'Orléans a validé la reprise sous forme de SCOP. Cette décision permet le maintien de l'ensemble des emplois.

La gouvernance des SCOP (les salariés doivent détenir plus de 50 % du capital et 65% des droits de vote) garantit des prises de décision favorisant un développement pérenne, ancré sur son territoire, avec des conditions de travail correctes pour l'ensemble des salariés ;

La répartition des bénéfices garantit la solidité de ces entreprises. Au moins 16 % doivent être mis en réserve pour en assurer la stabilité dans le temps. En pratique, la part mise en réserve par les entreprises coopératives s'élève à 40 ou 45 % des bénéfices. La priorité est accordée à la stabilité de l'entreprise plutôt qu'à la rémunération d'actionnaires extérieurs ;

La SCOP est un modèle de partage de la valeur générée par l'entreprise : plus de 25 % des bénéfices (et en général, cette part s'élève à 40 à 45%) doivent être reversés aux salariés, qu'ils soient associés ou non.

Comme l'ont déjà démontré les « Fralib » qui ont repris leur usine de thé fermée en 2015, ce modèle est performant pour la reprise d'activité des diverses entreprises que les actionnaires veulent fermer. Mieux : la SCOP permet de faire évoluer notre économie et reconstituer une industrie française pérenne, non délocalisable et compétitive, éloigné de la volonté de spéculation du capitalisme financier sauvage.

**Valeo va fermer trois de ses usines françaises, 1 000 postes sont menacés.** Après avoir annoncé la suppression de 1 150 postes en janvier dernier, l'équipementier automobile Valeo vient d'annoncer la fermeture de trois de ses sites français, mettant en péril environ 1 000 nouveaux postes. Et pourtant, l'an dernier, Valeo a réalisé 221 millions d'euros de bénéfice net, *C'est trop facile de dire que c'est la faute des constructeurs et de l'électrification de l'automobile : on est dans une accélération des profits hallucinante* », commente le délégué syndical FO

**Poulain, encore une marque française emblématique...** et pourtant menacée. Le site de Villebarou, en Loir-et-Cher; il devrait être sauvé. Les 109 salariés de l'usine Poulain, mobilisés depuis plusieurs mois, sont soulagés : le groupe Andros a, semble-t-il, décidé de reprendre le site dans son intégralité. Un plan de sauvegarde de l'emploi était mis en place. L'usine de Villebarou, près de Blois, propriété du groupe Carambar&Co depuis 2017, devrait être reprise par le groupe Andros. « *Les bases d'un accord* » ont été conclues, annoncent les deux groupes dans un communiqué. Andros va reprendre « *la totalité du site et de ses équipes, avec un maintien de la production actuelle ainsi que de nouvelles perspectives de développement* ». La région Centre-Val de Loire, la communauté d'agglomération Agglopolys et la commune de Villebarou déclarent dans un communiqué commun « *se réjouir de l'intérêt* » d'Andros, « *même s'il faut attendre à ce que le projet industriel s'affine dans les semaines et mois à venir* ». Les collectivités affirment être « *attentives aux négociations à venir sur les modalités de cette reprise* ».

## AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

Depuis des années, les subventions de l'État aux collectivités territoriales et notamment aux communes n'ont cessé de diminuer alors même que leurs charges n'ont cessé d'augmenter. Conséquence : certaines communes pour s'en sortir ont décidé d'augmenter fortement les impôts locaux et notamment l'impôt foncier.

Ainsi on peut citer la ville de Bezons dans le Val-d'Oise qui a décidé d'augmenter de 23 % l'impôt dû par les propriétaires ! Les habitants de Bezons ne sont pourtant pas parmi les plus riches. Il est vrai que la ville de Bezons a vu en quelques années plusieurs usines fermer comme l'ancienne usine Rhône Poulenc ou l'entreprise PPG.

# COUP DE GUEULE



## Que reste-t-il de notre République ?

Par Michel JALLAMION

Nous sommes en droit de nous poser la question au vu de la situation.

Le principe de la République depuis ses origines est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. C'est d'ailleurs l'article 2 de notre constitution actuelle !

Certes le peuple le fait, dans nos démocraties représentatives, par l'intermédiaire de ses représentants, mais c'est explicitement au nom du peuple français que chaque loi est votée. Ses représentants sont

les députés, pas les ministres encore moins des ministres démissionnaires. Ni le président. Fut-il élu au suffrage universel. Le président et les ministres font partie de l'exécutif. Or, depuis Montesquieu, il est explicite également que le législatif est distinct de l'exécutif. C'est une nécessité à l'existence même de la République. Et cet exécutif est responsable de l'application des décisions de l'assemblée. Bien sûr les ordonnances, les décrets viennent compliquer les choses. Mais s'ils sont des coups de canifs dans nos principes, ceux-ci demeureraient saufs.

Aujourd'hui qu'en reste-il ?

Robespierre disait à propos de l'esclavage : "Périssent la République plutôt qu'un de ses principes". Aujourd'hui la décision de Macron est "Périssent les principes et avec eux la République".

Car comment accepter que des gens battus dans les urnes démissionnent et restent en place, préparent le budget, continuent les réformes, font des conférences de presse comme si de rien n'était ? Qui plus est continuent à donner leurs directives au nom de leur ex-fonction exécutive tout en étant désormais parlementaires ?

Comment peut-on faire partie de l'exécutif et du législatif ?

Comment le Conseil constitutionnel peut-il se dire incompetent pour statuer sur ce qui est assimilable à un coup d'Etat ?

Pourquoi les Français, les politiques et les corps intermédiaires ne sont pas plus révoltés que cela ?

Cela est-il neutre qu'un homme garant des institutions s'en empare pour asseoir, même provisoirement, son pouvoir personnel ? Il ne respecte pas les urnes en refusant un gouvernement NFP, certes, mais aujourd'hui, bien plus que cela, c'est la République qui est en danger. Macron se prend pour un génie. Il vient de signer non pas la mort de la 5ème République mais bien celle des principes républicains fondamentaux. L'ensemble des Républicains de gauche doit être vent debout devant ce coup de force assimilable à un coup d'Etat et arrêter de tergiverser ou d'essayer de transiger quoi que ce soit.

Sinon nous acceptons aujourd'hui un Césarion, demain le RN... et la mort de notre République.

**Note de la rédaction :** Depuis, Macron a nommé 1<sup>er</sup> ministre un centriste mou, girouette et transparent qui, en valet fidèle de la commission européenne, continuera à mener la politique libérale qui a été massivement rejetée dans les urnes : Michel Barnier.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :  
Siège social :  
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15  
**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel :  
[webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)  
Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL : ..... Portable : .....  
E-mail : .....

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)